

L'Autriche combat l'« islam politique » en expulsant des dizaines d'imams

Kurz veut contrer l'influence des islamo-conservateurs turcs, qui soutiennent Erdogan

VIENNE - *correspondant*

C'était l'une de ses principales promesses de campagne : avant de devenir chancelier, en décembre 2017, le jeune candidat conservateur Sebastian Kurz avait juré de débusquer les islamistes se cachant dans les mosquées du pays et de les expulser manu militari dans leurs nations d'origine.

Voilà qui est presque chose faite. Vendredi 8 juin, flanqué de son vice-chancelier d'extrême droite et de deux membres de son gouvernement, Sebastian Kurz a annoncé dès l'aube, lors d'une conférence de presse organisée la veille, que son enquête était close. Vienne va retirer les permis de séjour d'une quarantaine d'imams et fermer sept mosquées, une décision sans précédent.

« Les sociétés parallèles, l'islam politique et les mouvements radicalisés n'ont pas leur place dans notre pays », a-t-il déclaré en employant un ton martial, estimant que ces leaders religieux et ces lieux de culte violaient la loi – qu'il avait lui-même fait passer lorsqu'il était ministre de l'intégration – qui interdit les financeurs étrangers de l'islam ainsi que tout discours islamiste.

La communauté musulmane d'Autriche est proportionnellement l'une des plus importantes d'Europe : pas moins de 8 % des résidents de ce pays comptant 8,7 millions d'habitants se déclarent de cette confession. Leur conseil représentatif, l'IGGÖ, est dominé par des représentants

originaires de Turquie, pays qui a refusé de se conformer à la nouvelle législation et continue de rémunérer des imams, ici comme ailleurs en Europe.

« Vague raciste »

Avec plus de 100 000 membres, ATIB, la plus grosse association musulmane d'Autriche, est d'ailleurs un organisme considéré comme dépendant toujours directement de l'autorité religieuse Diyanet en Turquie. Son porte-parole, Yasar Ersoy, juge qu'il est impossible de couper les ponts avec Ankara, faute de « formation adéquate » pour les imams dans le pays.

Par ailleurs, en pleine campagne électorale turque en vue des législatives du 24 juin, le geste de fermeté de Vienne est largement perçu par le pouvoir islamo-conservateur en place à Ankara comme une nouvelle action hostile à l'égard de l'importante diaspora originaire d'Anatolie acquise à sa cause.

L'Autriche est l'un des rares Etats d'Europe à prôner la fin des négociations d'adhésion de la Turquie à l'Union, et cette position fait consensus dans le pays. Elle s'explique par des raisons politiques. Avec 115 000 ressortissants et 260 000 naturalisés, les immigrés turcs constituent, après les Allemands, la deuxième communauté d'Autriche. Or ils ont voté à 70 % pour les islamo-conservateurs aux élections législatives de novembre 2015 (avec toutefois un taux de participation de seulement 44 %). Leur grande fidélité

au président Erdogan constitue une singularité dans le monde germanique, qui accueille plus de la moitié de cette diaspora.

« Le gouvernement fait donc justement cette annonce maintenant », analyse le politologue autrichien Thomas Schmidinger, parce que la campagne pour les élections en Turquie a commencé chez les Turcs qui habitent en Autriche et il espère profiter d'une possible polémique à venir », la majorité de la population voyant d'un mauvais œil le soutien revendiqué à Recep Tayyip Erdogan.

Selon lui, le chancelier Sebastian Kurz « veut envoyer des signaux populistes aux électeurs en montrant aussi que la loi est applicable, même si on peut s'interroger sur les critères retenus pour la fermeture des mosquées, qui semblent arbitraires ».

Ankara a effectivement réagi avec virulence. « Ces mesures sont l'expression de la vague islamophobe, raciste et discriminatoire qui déferle sur l'Autriche », a écrit le porte-parole de la présidence turque, Ibrahim Kalin, sur son compte Twitter.

Un point de vue que ne partage aucune formation politique en Autriche, où Recep Tayyip Erdogan a d'ailleurs été interdit de campagne électorale. Au contraire, l'opposition a salué l'annonce des expulsions, les sociaux-démocrates (SPÖ) estimant même qu'il s'agissait là de « la première décision sensée du gouvernement » de coalition entre la droite et l'extrême droite. ■

BLAISE GAUQUELIN